

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative Place Bonet CS 40020
61000 Alençon

Alençon, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUGROS COSMETIC PACKAGING

ZA du Londeau
Rue de l'Expansion
61000 Cerisé

Références : 2025-61/0198
Code AIOT : 0005302487

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement AUGROS COSMETIC PACKAGING implanté ZA LA BRUYERE - BP 16 LE THEIL SUR HUISNE 61260 Val-au-Perche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée afin de faire le point sur les actions engagées visant à mettre en conformité le site en ce qui concerne la défense extérieure contre l'incendie et la prévention incendie (suivi des arrêtés de mise en demeure du 9 mai 2023 et du 7 novembre 2023)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUGROS COSMETIC PACKAGING
- ZA LA BRUYERE - BP 16 LE THEIL SUR HUISNE 61260 Val-au-Perche

- Code AIOT : 0005302487
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Augros Cosmetic Packaging (anciennement MSV) est spécialisée dans la fabrication d'accessoires de conditionnement de produits cosmétiques. Le site du Val-au-Perche est spécialisé dans la décoration de pièces en plastique par laquage et métallisation sous vide. Les pièces en plastique sont des éléments constitutifs rentrant dans la fabrication de flacons de parfum et d'accessoires de produits cosmétiques. Le site est soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2940 (application, cuisson, séchage de vernis peinture, apprêt, etc.) de la nomenclature des installations classées. Pour exercer ses activités, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2018 demeure en vigueur.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX
- Odeur
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle périodique des Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 07/11/2023, article 1	Astreinte	6 mois
3	Zones à risques d'atmosphère Explosible (ATEX)	AP de Mise en Demeure du 07/11/2023, article 2	Astreinte	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'agissant de la prévention et de la lutte contre l'incendie

L'exploitant a fait installer une réserve d'eau supplémentaire de 350 m³ et a fourni le document prouvant que l'équipement est conforme.
Par conséquent, l'arrêté de mise en demeure du 09/05/2023 est levé.

S'agissant de la conformité des équipements et des installations électriques

L'exploitant n'a pas présenté à l'inspection le certificat de vérification périodique de ses installations électriques de moins d'un an (certificat Q18) et le rapport qui l'accompagne concluant par l'absence de risque incendie.

L'exploitant n'a pas présenté le rapport de la vérification de la conformité des matériels et équipements (les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatique) dans les zones pouvant présenter une atmosphère explosive (zones ATEX).

Ces documents sont indispensables pour justifier qu'il n'y a pas de risque incendie/explosion.

Compte tenu de ces prescriptions non respectées, l'arrêté de mise en demeure du 07/11/2023 ne peut être levé à ce stade. L'arrêté de mise en demeure du 07/11/2023 pourra être levé lorsque l'inspection aura reçu les justificatifs demandés.

Compte tenu de qui précède, une astreinte journalière est proposée à la signature de monsieur le préfet pour non respect de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment:[...] d'une réserve d'eau d'au moins 740 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve d'eau, réalisée conformément aux dispositions du décret 2015-235 du 27 février 2015, dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; Délai : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté
Constats : L'exploitant a fait installer une réserve incendie de 350 m ³ en complément de la réserve existante de 400 m ³ et il a transmis à l'inspection le PV de réception des travaux. L'arrêté de mise en demeure du 05/09/2023 est abrogé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique des Installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/11/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels, Contrôle périodique des Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.[...] Délai : 2 mois à compter de la notification du présent arrêté. La prescription sera considérée respectée sur justification de la réalisation du contrôle des équipements électriques situés au sein des lignes de production.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté à l'inspection le certificat de vérification périodique de ses installations électriques de moins d'un an (certificat Q18) et le rapport qui l'accompagne concluant par l'absence de risque incendie. Ce document est indispensable pour prouver qu'il n'y a pas de risque incendie.</p> <p>Compte tenu de cette prescription non respectée, l'arrêté de mise en demeure du 07/11/2023 ne peut être levé à ce stade. Par ailleurs, une astreinte est proposée à la signature de monsieur le préfet pour non respect de mise en demeure.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle électrique par thermographie (certificat Q19). Conclusion du rapport: <i>"Au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique, tels que définis dans la liste des matériels et/ou ensemble d'appareillage, et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, le risque d'incendie est présent. La levée des anomalies constatées, dans les délais préconisés, permettrait de limiter ce risque."</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit présenter à l'inspection le certificat de vérification périodique de ses installations électriques de moins d'un an et le rapport qui l'accompagne concluant par l'absence de risque incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Zones à risques d'atmosphère Explosible (ATEX)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/11/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels, Zones à risques d'atmosphère Explosible (ATEX)
Prescription contrôlée : Localisation des risques L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.. Délai : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté Matériels utilisables en atmosphères explosibles Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Délai : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté
Constats : L'exploitant n'a pas présenté le rapport de la vérification de la conformité des matériels et équipements (les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatique) dans les zones à risque (ATEX). Par conséquent, l'arrêté du 07/11/2023 ne peut être levé à ce stade. Par ailleurs, une astreinte est proposée à la signature de monsieur le préfet pour non respect de mise en demeure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit présenter un rapport de conformité des matériels et équipements en zone ATEX (les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatique).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 6 mois